

**Attribution d'un bloc de 300 MW de puissance et d'énergie
associée en service non ferme aux consommateurs
d'électricité pour un usage cryptographique appliqué aux
chaînes de blocs**

Document d'appel de propositions A/P 2019-01

5 juin 2019

Table des matières

Contexte	1
1 Dispositions générales	2
1.1 Définitions	2
1.2 Quantité visée	2
1.3 Service non ferme	2
1.4 Engagements contractuels.....	3
1.4.1 Engagement de consommation	3
1.4.2 Engagements de retombées économiques	4
1.4.3 Engagement environnemental	4
1.5 Modalités relatives au non-respect des engagements contractuels	5
1.5.1 Modalités de non-respect de l' <i>engagement de consommation</i>	5
1.5.2 Modalités de non-respect des <i>engagements de retombées économiques</i> et de l' <i>engagement environnemental</i>	6
1.6 Raccordement au réseau d'Hydro-Québec.....	7
1.6.1 Type de raccordement	7
2 Conditions d'admissibilité	8
2.1 Conditions générales	8
2.2 Soumissionnaires admissibles	8
2.3 Garantie de soumission	8
2.3.1 Seules formes de garantie acceptées.....	8
2.3.2 Réalisation de la <i>garantie de soumission</i>	9
3 Processus de sélection.....	10
3.1 Introduction	10
3.2 Évaluation des soumissions en fonction des exigences minimales (Étape 1)	10
3.3 Classement des soumissions (Étape 2).....	10
3.3.1 Critères de retombées économiques au Québec	11
3.3.2 Critère environnemental.....	11
3.4 Établissement de la combinaison optimale (Étape 3)	12
3.4.1 Coûts des travaux	12
4 Instructions aux soumissionnaires	14
4.1 Échéancier	14
4.2 Inscription à l'Appel de propositions.....	14
4.2.1 Formulaire d'inscription à l'Appel de propositions.....	14
4.2.2 Frais d'inscription	15
4.3 Soumission unique.....	15
4.4 Communications avec les soumissionnaires	15
4.5 Vérification du document d'Appel de propositions	15
4.6 Addenda.....	16
4.7 Formule de soumission	16
4.8 Déclaration de possibilité de conflit d'intérêts	17
4.9 Signature de la soumission.....	17
4.10 Dépôt des soumissions	17
4.11 Validité de la soumission.....	17
4.12 Durée de l'Appel de propositions	18
4.13 Acceptation ou rejet des soumissions à l'ouverture des soumissions	18
4.13.1 Défauts entraînant le rejet des soumissions à l'ouverture des soumissions.....	18

4.13.2 Défauts entraînant l'acceptation de la soumission sous toutes réserves	18
4.14 Retrait d'une soumission.....	19
4.15 Annulation	19
4.16 Confidentialité	19
4.17 Avis aux soumissionnaires.....	19
4.17.1 Soumissionnaires alimentés par le Distributeur.....	19
4.17.2 Soumissionnaires alimentés par un <i>réseau municipal</i>	20
4.18 Ententes	20
4.18.1 Soumissionnaires retenus alimentés par le Distributeur.....	20
4.18.2 Soumissionnaires retenus alimentés par un <i>réseau municipal</i>	21
4.19 Lois applicables.....	21

Annexes

Annexe 1	Définitions
Annexe 2	Résumé du processus de sélection
Annexe 3	Formulaire d'inscription à l'appel de propositions A/P 2019-01 – Chaînes de blocs
Annexe 4	Formule de soumission
Annexe 5	Lettre de crédit <i>standby</i> irrévocable et inconditionnelle
Annexe 6	<i>Entente d'avant-projet-type</i>
Annexe 7	<i>Entente de raccordement-type</i>
Annexe 8	<i>Tarifs et conditions de service pour l'usage cryptographique appliqué aux chaînes de blocs</i>
Annexe 9	<i>Tarifs d'électricité</i>
Annexe 10	<i>Conditions de service</i>
Annexe 11	Sommaire des implications par types de raccordement
Annexe 12	<i>Entente-type - réseau municipal</i>

Tableaux

Tableau 1 – Critères de sélection et leur pondération	11
---	----

Contexte

Hydro-Québec dans ses activités de distribution d'électricité (le « **Distributeur** ») est une entreprise dont certaines des activités, telle la distribution d'électricité, sont assujetties à la juridiction de la Régie de l'énergie dans la mesure prévue à la *Loi sur la Régie de l'énergie*.

Le Distributeur lance le présent appel de propositions (l'« **Appel de propositions** »), conformément à la décision D-2019-052 de la Régie de l'énergie, afin d'attribuer un bloc de 300 mégawatts (« **MW** ») de puissance et d'énergie associée en *service non ferme* aux consommateurs d'électricité pour un *usage cryptographique appliqué aux chaînes de blocs*, notamment à la lumière des préoccupations exprimées par le gouvernement du Québec dans son décret n° 646-2018 du 30 mai 2018 et de l'Arrêté ministériel n° AM 2018-004 du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles en date du 31 mai 2018.

L'Appel de propositions est assujetti aux décisions, tant celles déjà rendues que celles à venir, de la Régie de l'énergie relatives au dossier R-4045-2018¹.

Le Distributeur a mandaté la firme Raymond Chabot Grant Thornton & Cie pour l'accompagner dans le processus d'Appel de propositions et pour agir comme son représentant officiel (le « **Représentant officiel** »). Les coordonnées du Représentant officiel sont présentées à l'article 4.2.

À moins d'indication contraire, tous les montants apparaissant dans le présent document d'Appel de propositions sont exprimés en devise canadienne (\$/¢).

Le chapitre 1 présente les dispositions générales de l'Appel de propositions, le chapitre 2 décrit les conditions d'admissibilité, le chapitre 3 décrit le processus de sélection et le chapitre 4 fournit les instructions aux soumissionnaires.

Finalement, les documents en annexe de l'Appel de propositions sont accessibles sur le site Web du Distributeur (<https://www.hydroquebec.com/chaines-de-blocs/>), à l'onglet « Processus de sélection », au sous-menu « Documents » et en font partie intégrante.

¹ http://publicsde.regie-energie.qc.ca/_layouts/publicsite/ProjectPhaseDetail.aspx?ProjectID=457&phase=1&Provenance=A

1 Dispositions générales

Les tarifs et conditions de service pour l'usage cryptographique appliqué aux chaînes de blocs (Annexe 8) s'appliquent aux soumissionnaires retenus dans le cadre de l'Appel de propositions, lesquels s'ajoutent aux Tarifs d'électricité d'Hydro-Québec dans ses activités de distribution d'électricité (Annexe 9) et aux Conditions de service d'Hydro-Québec dans ses activités de distribution d'électricité (Annexe 10), tous fixés par la Régie de l'énergie et en vigueur.

Les *Tarifs d'électricité* établissent l'ensemble des prix, de leurs conditions d'application et des modalités de calcul applicables à la facturation de l'électricité et des services fournis par le Distributeur au titre d'un *abonnement*. Les *Conditions de service* établissent les conditions liées à l'abonnement au service d'électricité, les modalités de facturation et de paiement, les modes d'alimentation et de raccordement au réseau ainsi que les droits et responsabilités du *client* et du Distributeur.

1.1 Définitions

À moins que le contexte n'exige un sens différent, les termes en italique dans l'Appel de propositions sont définis dans l'Annexe 1. Ces définitions s'ajoutent à celles qui débutent par une majuscule dans le texte et celles prévues à l'article 1.1 des *Tarifs d'électricité* et à l'article 21.1 des *Conditions de service*.

1.2 Quantité visée

Le Distributeur met à la disposition des intéressés à soumissionner un bloc de 300 MW de puissance et d'énergie associée en *service non ferme*, incluant un bloc d'au moins 50 MW réservé aux *projets* de 5 MW et moins. Le Distributeur pourra appliquer une marge de 10% en plus ou en moins sur la quantité visée de 300 MW.

La *puissance contractuelle* doit être d'au moins 50 kilowatts (« **kW** ») et d'au plus 50 MW.

1.3 Service non ferme

Les soumissionnaires doivent s'engager pour un service non ferme, dont les modalités sont les suivantes :

- la puissance maximale appelée de l'*abonnement* ne doit pas dépasser 5 % de celle des 12 *périodes de consommation* précédentes, moyennant un préavis de deux (2) heures du Distributeur avant le début de chaque limitation de puissance. Les limitations de puissance (demandes d'effacement) peuvent couvrir un maximum de 300 heures par année, soit du 1^{er} avril d'une année au 31 mars inclusivement de l'année suivante, sans autre restriction quant au nombre ou à la durée de chaque limitation de puissance et sans compensation;
- si le *client* consomme de l'électricité pendant une période visée par une demande d'effacement, toute la consommation au-delà du seuil de 5 % durant cette période lui est facturée au prix de 50 ¢/kWh;

(le « **service non ferme** »).

1.4 Engagements contractuels

Chaque soumissionnaire retenu au terme du processus de sélection devra signer une *entente d'avant-projet* et une *entente de raccordement* avec Hydro-Québec, lesquelles sont décrites à l'article 4.18.

Les caractéristiques et engagements des soumissionnaires propres à leur soumission seront reflétés dans ces ententes.

Le soumissionnaire retenu alimenté par un *réseau municipal* devra conclure une entente avec le Distributeur qui comprend les informations présentées dans sa soumission et précise :

- a) son *engagement de consommation*;
- b) ses *engagements de retombées économiques* et son *engagement environnemental*, le cas échéant;
- c) les modalités relatives au non-respect des engagements mentionnés aux paragraphes a) et b) ci-dessus prévues à l'article 1.5;
- d) les exigences de garantie financière prévues à l'article 4.18.2.

Cette entente devra être contresignée par le *réseau municipal* et conclu dans le délai prévu dans l'*avis d'acceptation*. Une entente-type est jointe à l'Annexe 12.

1.4.1 Engagement de consommation

Le soumissionnaire doit indiquer dans sa Formule de soumission, les informations suivantes pour l'*installation électrique* :

- la *puissance contractuelle*;
- le *FU contractuel*;
- la date de mise en service demandée;
- la *montée en charge* requise, le cas échéant.

Le Distributeur calculera à partir de ces données, l'engagement de consommation du soumissionnaire, exprimée en kWh-année, lequel correspond pour chaque *année contractuelle* au produit de la *puissance contractuelle*, du *FU contractuel* et du nombre total d'heures de l'*année contractuelle* concernée (l'« **énergie contractuelle** »). L'*énergie contractuelle* sera ajustée afin de tenir compte de la *montée en charge* pour la période au cours de laquelle celle-ci est applicable, le cas échéant.

L'engagement de consommation du soumissionnaire est établi sur une période de cinq (5) années consécutives suivant la *date de mise sous tension initiale* de l'*installation électrique* (l'« **engagement de consommation** »).

Les modalités relatives au non-respect de l'*engagement de consommation* du *client* sont décrites à l'article 1.5.1.

Comme plus amplement décrit à l'article 3.4, le Distributeur favorisera les *projets* dont la *date de mise sous tension initiale* et la *montée en charge* s'effectuent dans les meilleurs délais, et dont le *FU contractuel* est le plus élevé.

1.4.2 Engagements de retombées économiques

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les informations concernant ses engagements relatifs aux trois (3) critères de retombées économiques au Québec suivants :

- nombre d'emplois directs au Québec / MW;
- masse salariale totale des emplois directs au Québec / MW;
- investissements au Québec / MW;

(les « **engagements de retombées économiques** »).

Les éléments considérés aux fins de l'établissement des *engagements de retombées économiques* sont détaillés sous forme de tableaux présentés à la section 4.1 de la Formule de soumission. Le soumissionnaire doit compléter les tableaux prévus à cet effet conformément aux instructions et modalités qui y sont présentées.

Les engagements du soumissionnaire relatifs au nombre d'emplois directs au Québec et à la masse salariale totale associée à ces emplois doivent correspondre au nombre d'emplois et à la masse salariale que le soumissionnaire s'engage à créer en période d'exploitation. Ces engagements doivent être constants et maintenus sur une durée de cinq (5) années consécutives suivant la *date de mise sous tension initiale de l'installation électrique*.

L'engagement relatif aux investissements au Québec est un engagement unique qui doit correspondre aux investissements que le *client* s'engage à avoir effectué au début de la période d'exploitation de son *installation électrique*, au terme de sa *montée en charge*, le cas échéant.

Les *engagements de retombées économiques* des soumissionnaires propres à leur soumission seront pris en compte à l'étape 2 du processus de sélection. Les règles de détermination du pointage relatif aux *engagements de retombées économiques* sont définies à l'article 3.3.1.

Les modalités relatives au non-respect des *engagements de retombées économiques* du *client* sont décrites à l'article 1.5.2.

1.4.3 Engagement environnemental

Si applicable à son *projet*, le soumissionnaire doit joindre à sa Formule de soumission les informations concernant son engagement environnemental à récupérer une portion de l'énergie des rejets thermiques produits par les *appareils électriques* afin de l'acheminer à l'*utilisateur* désirant valoriser cette *énergie récupérée*.

Aux fins de l'Appel de propositions, l'économie d'énergie correspond au ratio suivant :

$$\text{Ratio d'économie d'énergie} = \frac{\text{Consommation électrique évitée par la récupération de chaleur}}{\text{Consommation électrique totale}} \times 100$$

(le « **ratio d'économie d'énergie** »).

L'engagement du soumissionnaire, exprimé au moyen du *ratio d'économie d'énergie*, est défini comme son engagement environnemental (l'« **engagement environnemental** »).

L'*engagement environnemental* des soumissionnaires sera pris en compte à l'étape 2 du processus de sélection. Les règles de détermination du pointage relatif à l'*engagement environnemental* sont définies à l'article 3.3.2.

Les modalités relatives au non-respect de l'*engagement environnemental* du *client* sont décrites à l'article 1.5.2.

1.4.3.1 Identification de l'*utilisateur de l'énergie récupérée*

Le soumissionnaire doit identifier dans sa soumission, au moins un *utilisateur de l'énergie récupérée*. À cet égard, le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une copie du contrat signé avec l'*utilisateur de l'énergie récupérée*, ou dans le cas où le soumissionnaire n'a pas d'entente conclue au moment du dépôt de sa soumission, il doit fournir toute lettre d'intention ou entente de principe entre les parties à ce sujet.

Dans le cas où le soumissionnaire et l'*utilisateur de l'énergie récupérée* ne forment qu'une seule et même entité légale, le soumissionnaire doit déposer dans sa soumission une attestation, signée par un de ses dirigeants ou administrateur autorisé du soumissionnaire, à l'effet qu'il s'engage à utiliser l'*énergie récupérée des appareils électriques*.

1.4.3.2 Rapport de conception du procédé de valorisation de l'*énergie récupérée*

Le soumissionnaire doit fournir à la section 4.2 de la Formule de soumission un rapport signé et scellé par une firme d'ingénieurs indépendante. La section 4.2 de la Formule de soumission décrit les informations qui devront être présentées dans le rapport. Le Distributeur se réserve le droit de demander, au besoin, tout complément d'informations au rapport fourni.

1.4.3.3 Test de performance

Dans un délai maximum de 12 mois suivant la *date de mise sous tension initiale* de l'*installation électrique*, le *client* devra effectuer, à ses frais, un test de performance pour confirmer l'atteinte de son *engagement environnemental*. Ce test de performance devra être réalisé et signé par une firme d'ingénieurs indépendante et le rapport émis par cette firme relatif à ce test doit être transmis au Distributeur dans les 30 jours suivant le test de performance.

Deux (2) mois avant le début du test de performance, la firme d'ingénieurs devra transmettre au Distributeur la procédure pour le test de performance. Le Distributeur se réserve le droit de commenter la procédure du test de performance et/ou d'assister au test de performance.

1.5 Modalités relatives au non-respect des engagements contractuels

1.5.1 Modalités de non-respect de l'*engagement de consommation*

Dans le cas où l'*énergie réelle consommée* est inférieure à l'*énergie contractuelle* pour une *année contractuelle* donnée, un montant correspondant à 1 ¢/kWh multiplié par l'écart de consommation en kWh sera facturé au *client*. Toute quantité d'énergie non livrée au *client* lors d'une demande d'effacement associée au *service non ferme* est ajoutée à l'*énergie réelle consommée* aux fins de ce calcul.

Pour une *année contractuelle* donnée, le montant à payer par le *client* pour non-respect de son *engagement de consommation* est égal à :

$$\begin{aligned} & (\text{énergie contractuelle} - (\text{énergie réelle consommée} \\ & + \text{énergie non livrée lors d'une demande d'effacement}))^2 \times 1 \text{ ¢/kWh} \end{aligned}$$

Dans tous les cas, la somme des montants à payer par le *client* pour non-respect de son *engagement de consommation* ne pourra excéder le montant de la garantie financière calculée selon la formule présentée à l'article 4.18.1.2.

Les dispositions prévues au présent article s'appliquent avec les adaptations nécessaires aux soumissionnaires retenus d'un *réseau municipal* ayant accepté l'*avis d'acceptation*.

1.5.2 Modalités de non-respect des engagements de retombées économiques et de l'engagement environnemental

Les *engagements de retombées économiques* et, le cas échéant, l'*engagement environnemental* doivent être respectés pour une période de cinq (5) années consécutives suivant la *date de mise sous tension initiale* de l'*installation électrique*. Ces engagements seront reproduits dans l'*entente de raccordement* à être conclue. En cas de défaut de respecter en tout ou en partie ses engagements, le *client* se verra imposer une majoration du prix applicable à l'*énergie réelle consommée*.

Cette majoration est établie comme suit :

- i. si le *client* respecte chacun de ses *engagements de retombées économiques* et, s'il y a lieu, son *engagement environnemental* indiqués dans son *entente de raccordement*, à hauteur de 50 % ou plus, la majoration correspond à l'écart entre le prix de la 1^{re} tranche d'énergie du tarif M ou le prix de l'énergie du tarif LG, selon le cas, et le *tarif dissuasif*, au prorata du nombre d'engagements non respectés, selon ce qui suit :

- un seul engagement non respecté - 33% de l'écart;
- deux engagements non respectés - 66% de l'écart;
- trois engagements ou plus non respectés - 100% de l'écart.

La majoration est appliquée pour une période maximale de 12 mois ou jusqu'à ce que le *client* remédie à l'ensemble des défauts identifiés, selon la première de ces éventualités. Si au terme de cette période, le *client* ne respecte toujours pas ses engagements, le *tarif dissuasif* est appliqué.

- ii. Si le *client* ne respecte pas l'un ou l'autre de ses *engagements de retombées économiques* ou, s'il y a lieu, son *engagement environnemental* indiqués dans son *entente de raccordement*, à hauteur de 50 % ou plus, le *tarif dissuasif* est appliqué. Le *tarif dissuasif* est appliqué jusqu'à ce que le(s) défaut(s) soi(en)t corrigés en tout ou en partie auquel cas, la majoration prévue au présent article est appliquée.

Le *client* doit fournir une déclaration annuelle attestant du respect de ses *engagements de retombées économiques* et, le cas échéant, de son *engagement environnemental*. Cette déclaration doit respecter les critères suivants :

² Le résultat de cette formule ne peut être inférieur à 0.

- elle doit être signée par un haut dirigeant du *client*;
- elle doit être fournie dans les 30 jours suivants chaque date anniversaire de la *mise sous tension initiale* de l'*installation électrique*;
- elle doit contenir tous les éléments permettant d'attester le respect des engagements du *client*.

Un modèle de déclaration est joint en annexe de l'*entente de raccordement*-type (Annexe 7), à titre informatif.

À sa discrétion, le Distributeur peut exiger que le *client* lui fournisse, à ses frais, une attestation d'une firme indépendante établissant le résultat obtenu quant à ses *engagements de retombées économiques* et son *engagement environnemental*, le cas échéant.

Le Distributeur peut, en tout temps, effectuer des vérifications ou mandater une société indépendante pour procéder à des vérifications afin de s'assurer que le *client* respecte ses *engagements de retombées économiques* et s'il y a lieu, son *engagement environnemental*. Dans ce cas, le Distributeur peut demander par écrit au *client* de lui transmettre les informations requises pour qu'il ou la société mandatée procède aux vérifications pertinentes. Le *client* doit fournir ces informations au plus tard 30 jours après la date d'envoi de la demande écrite du Distributeur. À défaut de transmettre dans le délai prévu les informations demandées ou si celles-ci ne permettent pas de confirmer le respect de chacun des engagements précités, le client est réputé en défaut et le *tarif dissuasif* s'applique.

Les dispositions prévues au présent article s'appliquent avec les adaptations nécessaires aux soumissionnaires retenus d'un *réseau municipal* ayant accepté l'*avis d'acceptation*.

1.6 Raccordement au réseau d'Hydro-Québec

Les modalités relatives au traitement du coût des travaux sont présentées à l'article 3.4.1.

Les travaux d'Hydro-Québec pour les fins du raccordement de l'*installation électrique* et, s'il y a lieu, du renforcement des réseaux de distribution et de transport d'électricité requis définis à l'*entente de raccordement* seront réalisés par Hydro-Québec.

La totalité des coûts de ces travaux seront à la charge du soumissionnaire retenu, sans possibilité de remboursement et doit être payée par le soumissionnaire retenu avant le début des travaux.

1.6.1 Type de raccordement

Hydro-Québec établit le tracé du réseau de distribution d'électricité et détermine les travaux requis pour permettre l'alimentation du *projet* en favorisant la solution technique la moins coûteuse.

L'alimentation en moyenne tension est fournie jusqu'à une intensité maximale de 260 A en triphasé. Au-delà de cette limite, Hydro-Québec détermine si l'*installation électrique* doit être alimentée en moyenne tension ou en haute tension.

Les raccordements peuvent être assujettis à une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* ou de toute autre réglementation en vigueur, telle que la Commission de la protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ).

L'Annexe 11 présente un sommaire des implications par types de raccordement.

2 Conditions d'admissibilité

2.1 Conditions générales

Pour être admissible à participer à l'Appel de propositions, le soumissionnaire doit se conformer à l'ensemble des modalités du présent document, incluant ses annexes, et avoir transmis la Formule de soumission contenant toutes les informations et documents demandés.

2.2 Soumissionnaires admissibles

Est admissible à l'Appel de propositions, une personne physique ou une personne morale, une société, une fiducie agissant par son fiduciaire ou une organisation dont le *projet* requiert la consommation d'électricité pour un *usage cryptographique appliqué aux chaînes de blocs* et qui doit être desservie par Hydro-Québec à même le *réseau intégré*, ou par un *réseau municipal*.

Un *abonnement* est considéré être pour un *usage cryptographique appliqué aux chaînes de blocs* si la *puissance contractuelle* correspondant à cet usage est d'au moins 50 kW.

L'*installation électrique* pour l'*usage cryptographique appliqué aux chaînes de blocs* doit faire l'objet d'un *abonnement* distinct, d'un mesurage distinct et d'une facturation distincte, sans possibilité de regroupement. Aux fins de l'Appel de propositions, une seule soumission peut être retenue pour un même *site*.

Le raccordement et l'utilisation de l'*installation électrique* doivent respecter en tout temps les normes et dispositions légales en vigueur. Les frais pour le respect des exigences, notamment celles relatives au mesurage, sont assumés entièrement par le *client*.

Dans le cas d'un soumissionnaire desservi par un *réseau municipal*, le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une attestation de conformité émise par le *réseau municipal* concerné. Cette attestation devra confirmer la capacité disponible sur le *réseau municipal* ou la date à laquelle celle-ci sera disponible (*date de mise sous tension initiale*), les exigences techniques et opérationnelles du *réseau municipal*, l'engagement du client du *réseau municipal* à conclure une entente avec le *réseau municipal* relativement à la réalisation des travaux de raccordement requis sur le *réseau municipal* et le paiement du coût de ces travaux sans possibilité de remboursement, et l'engagement du client du *réseau municipal* à fournir les garanties financières prévues aux présentes (l'« **attestation de conformité** »).

2.3 Garantie de soumission

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission, au moment de son dépôt, une garantie de soumission au montant de 10 \$/kW en fonction de la *puissance contractuelle* (la « **garantie de soumission** »).

2.3.1 Seules formes de garantie acceptées

Le Distributeur se réserve le droit de rejeter une soumission dont la *garantie de soumission* n'est pas jointe, ou n'est pas conforme aux modalités prévues à la présente section, le tout selon les dispositions prévues à l'article 4.13.2.

La *garantie de soumission* doit être sous forme de :

- A) lettre de crédit *standby* irrévocable et inconditionnelle conforme au modèle joint à l'Annexe 5 dûment signée par une *institution financière* ; ou
- B) chèque certifié.

Toute *garantie de soumission* doit être émise par une institution financière qui respecte, en tout temps, les conditions suivantes, autrement, une substitution de l'institution financière peut être exigée :

- 1) elle est une institution financière canadienne ou une institution financière étrangère possédant une succursale canadienne ;
- 2) elle possède au moins dix (10) milliards de dollars d'actifs ;
- 3) elle maintient en tout temps une notation de crédit minimale de A- par Standard & Poor's, A3 par Moody's ou A (low) par DBRS. Advenant qu'une institution financière a une notation de crédit égale à ce seuil minimal et que ladite notation de crédit est sous surveillance ("credit watch") avec une perspective négative, elle n'est pas admissible à fournir une *garantie de soumission*. Si les agences de notation n'accordent pas de notations de crédit de même niveau à ladite institution financière, la notation de crédit la plus faible est retenue;

(l'« *institution financière* »).

La *garantie de soumission* d'un soumissionnaire non retenu sera retournée à la fin de l'Appel de propositions comme prévu à l'article 4.13.

La *garantie de soumission* d'un soumissionnaire retenu qui ne signe pas l'*avis d'acceptation* sera retourné dans un délai raisonnable suivant l'expiration du délai de cinq (5) jours ouvrables prévu à l'article 4.17.

Le Distributeur retient la *garantie de soumission* d'un soumissionnaire retenu jusqu'à ce qu'il ait signé l'*entente d'avant-projet* et payé les coûts prévus à cette entente conformément à l'article 4.18.1.1 et, pour un soumissionnaire retenu d'un *réseau municipal* ayant accepté l'*avis d'acceptation*, jusqu'à ce que l'entente prévue à l'article 1.4 ait été conclue.

2.3.2 Réalisation de la *garantie de soumission*

Le Distributeur peut réaliser la *garantie de soumission* si :

- i. le soumissionnaire retire sa soumission après l'ouverture des soumissions, sauf si le retrait de sa soumission se fait conformément aux modalités prévues à l'article 4.17;
- ii. le soumissionnaire retenu qui a signé un *avis d'acceptation* n'a pas signé et retourné l'*entente d'avant-projet* et payé les coûts prévus à cette entente dans les délais prévus à son *avis d'acceptation*;
- iii. l'entente prévue à l'article 1.4 n'a pas été conclue malgré le fait que le soumissionnaire retenu d'un *réseau municipal* ait signé l'*avis d'acceptation*.

3 Processus de sélection

3.1 Introduction

Le processus de sélection est illustré sous la forme d'un diagramme à l'Annexe 2 et comporte les trois (3) étapes suivantes :

Étape 1 : l'évaluation des soumissions en fonction des exigences minimales

Étape 2 : le classement des soumissions

Étape 3 : l'établissement de la combinaison optimale

Ces trois (3) étapes sont plus amplement décrites aux articles suivants.

Le Distributeur se réserve le droit de demander l'avis d'un expert indépendant de son choix pour déterminer si le soumissionnaire répond aux conditions des étapes décrites ci-dessous.

3.2 Évaluation des soumissions en fonction des exigences minimales (Étape 1)

Pour être admissible à l'Appel de propositions, le soumissionnaire doit satisfaire à l'ensemble des modalités du présent document d'Appel de propositions, entre autres celles mentionnées au chapitre 2, et doit se conformer aux exigences minimales suivantes :

- le service d'électricité demandé vise un *usage cryptographique appliqué aux chaînes de blocs*;
- la *puissance contractuelle* est d'au moins 50 kW et d'au plus 50 MW;
- le soumissionnaire a acquitté les frais d'inscription de 2 000 \$, conformément aux dispositions de l'article 4.2.2;
- La *garantie de soumission* est jointe à la soumission et est conforme aux modalités prévues à l'article 2.3, sous réserve des modalités prévues à l'article 4.13.2;
- le soumissionnaire doit avoir transmis une Formule de soumission conforme et comprenant toutes les informations et documents exigés;
- pour les projets desservis par un *réseau municipal*, le soumissionnaire doit avoir joint à sa soumission son *attestation de conformité*.

Une soumission qui ne satisfait pas à l'une des exigences minimales n'est pas retenue pour l'étape 2.

3.3 Classement des soumissions (Étape 2)

Les soumissions ayant satisfait aux exigences minimales de l'étape 1 sont évaluées individuellement en fonction des critères d'évaluation présentés au tableau 1 ci-dessous avec la pondération qui leur est associée.

À la fin de cette évaluation, les soumissions sont classées selon le pointage obtenu. Seules les soumissions qui sont le mieux classées à l'étape 2 accèdent à l'étape suivante du processus de sélection.

Tableau 1 – Critères de sélection et leur pondération

Critères de sélection	Pondération
Critères de développement économique : - Nombre d'emplois directs au Québec / MW - Masse salariale totale des emplois directs au Québec / MW - Investissements au Québec / MW	30 30 30
Critère environnemental : - Ratio d'économie d'énergie = $\frac{\text{Consommation électrique évitée par la récupération de chaleur}}{\text{Consommation électrique totale}^{(1)}} \times 100$	10
Total	100

Note 1 : Pour obtenir des points pour ce critère environnemental, le *ratio d'économie d'énergie* doit être au minimum de 7,5 %.

3.3.1 Critères de retombées économiques au Québec

Le soumissionnaire doit compléter les tableaux de la section 4.1 de la Formule de soumission décrivant ses *engagements de retombées économiques* suivants, tels que définis à l'article 1.4.2 :

- Nombre d'emplois directs au Québec / MW;
- Masse salariale totale des emplois directs au Québec / MW;
- Investissements au Québec / MW.

Une pondération de 30 points est allouée à chacun de ces critères de sélection. La soumission qui générera les retombées économiques les plus élevées pour un critère donné se verra attribuer le maximum de points à l'égard de ce critère, soit 30. Les autres soumissions seront évaluées en tenant compte de l'écart entre le niveau de leur engagement pour un critère donné et celui de la soumission présentant l'engagement le plus élevé sur ce même critère. Le pointage pour chacun des critères évalués sera ainsi attribué au prorata de l'engagement de la soumission évaluée et de l'engagement de la soumission la mieux cotée pour chacun des critères.

3.3.2 Critère environnemental

Si applicable à son *projet*, le soumissionnaire doit joindre à la section 4.2 de la Formule de soumission tous documents, preuves et informations concernant son *engagement environnemental*, tel que défini à l'article 1.4.3.

Une pondération de dix (10) points est allouée à ce critère de sélection. La soumission qui présentera l'*engagement environnemental* le plus élevé se verra attribuer le maximum de points à l'égard de ce critère, soit 10. Les autres soumissions seront évaluées en tenant compte de l'écart entre le niveau

de leur engagement pour ce critère et celui de la soumission présentant l'engagement le plus élevé. Le pointage pour ce critère sera attribué au prorata de l'engagement de la soumission évaluée et de l'engagement de la soumission la mieux cotée pour ce critère.

Un soumissionnaire qui présente un *engagement environnemental* inférieur à 7,5 % n'obtiendra pas de point pour ce critère.

3.4 Établissement de la combinaison optimale (Étape 3)

À partir des soumissions retenues à l'issue de l'étape 2, le Distributeur établira la combinaison optimale permettant de combler la quantité visée de 300 MW (+/- 10 %).

Cette combinaison visera à maximiser les ventes d'électricité du Distributeur sur la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2024, et ce, conformément aux paramètres de l'Appel de propositions et sans égard au classement de l'étape 2. Le Distributeur favorisera donc les *projets* dont la *date de mise sous tension initiale* et la *montée en charge*, le cas échéant, s'effectueront dans les meilleurs délais, et dont le *FU contractuel* est le plus élevé.

Les délais de raccordement seront évalués par des unités spécialisées d'Hydro-Québec chargées de planifier le raccordement au réseau de distribution ou de transport, selon les caractéristiques de la charge. Ces évaluations tiendront compte de la complexité des travaux de branchement au réseau d'Hydro-Québec et, s'il y a lieu, des travaux de renforcement du réseau associés au *projet* proposé.

La date de mise sous tension initiale retenue pour l'analyse des soumissions sera la date la plus tardive entre :

- la date de mise en service demandée par le soumissionnaire, et
- la *date de mise sous tension initiale* révisée par Hydro-Québec en fonction de la durée estimée des travaux de raccordement et des travaux de renforcement du réseau, le cas échéant, à effectuer, ou la *date de mise sous tension initiale* prévue à l'*attestation de conformité*.

En conséquence, un *projet* nécessitant de nouvelles constructions ou installations ou encore des modifications aux réseaux de transport ou de distribution, et qui ne pourrait vraisemblablement pas être raccordé dans de courts délais, sera désavantagé lors de l'analyse des soumissions.

3.4.1 Coûts des travaux

3.4.1.1 Soumissionnaires alimentés par le Distributeur

Au terme de l'étape 3, après avoir complété l'analyse des soumissions et une fois la combinaison optimale déterminée, le Distributeur informera par écrit les soumissionnaires retenus par la transmission d'un *avis d'acceptation*. Les soumissionnaires retenus auront cinq (5) jours ouvrables pour accepter l'évaluation des coûts des travaux d'Hydro-Québec pour les fins du raccordement de l'*installation électrique* et, s'il y a lieu, du renforcement des réseaux de distribution et de transport d'électricité requis présentés dans l'*avis d'acceptation*.

Le Distributeur assumera tout excédent en sus de cette estimation.

Si le soumissionnaire retenu accepte ladite estimation et les délais de raccordement en signant l'*avis d'acceptation*, il devra signer l'*entente d'avant-projet* avec Hydro-Québec, décrite à l'article 4.18.1.1, dans les délais prescrits à son *avis d'acceptation* et payer les coûts de l'avant-projet prévus à cette entente.

Dans le cas d'un retrait d'un soumissionnaire en ne signant pas l'*avis d'acceptation* dans le délai prescrit, le Distributeur établira une nouvelle combinaison optimale parmi les *projets* retenus pour l'étape 3, en tenant compte des *projets* déjà retenus et acceptés, et ce, en vue de combler la quantité visée de 300 MW (+/- 10 %) tout en respectant la portion réservée aux *projets* de 5 MW et moins.

3.4.1.2 Soumissionnaires alimentés par un réseau municipal

Au terme de l'étape 3, après avoir complété l'analyse des soumissions et une fois la combinaison optimale déterminée, le Distributeur informera par écrit les soumissionnaires retenus alimentés par un *réseau municipal* par un *avis d'acceptation*. Ledit soumissionnaire retenu aura cinq (5) jours ouvrables pour accepter son *avis d'acceptation*, lequel inclut son engagement à conclure une entente avec le *réseau municipal* relativement à la réalisation des travaux de raccordement requis sur le *réseau municipal* et le paiement du coût de ces travaux sans possibilité de remboursement, et son engagement à conclure l'entente prévue à l'article 1.4.

Dans le cas d'un retrait d'un soumissionnaire en ne signant pas l'*avis d'acceptation* dans le délai prescrit, le Distributeur établira une nouvelle combinaison optimale parmi les *projets* retenus pour l'étape 3, en tenant compte des *projets* déjà retenus et acceptés, et ce, en vue de combler la quantité visée de 300 MW (+/- 10 %) tout en respectant la portion réservée aux *projets* de 5 MW et moins.

4 Instructions aux soumissionnaires

4.1 Échéancier

L'échéancier ci-après reflète les principales étapes de l'Appel de propositions. Les dates fournies le sont à titre indicatif seulement et sont sujettes à modifications :

Date de début des inscriptions	13 juin 2019
Date limite de dépôt des questions, avant 16h00, heure de Montréal	9 août 2019
Date limite de dépôt du Formulaire d'inscription à l'Appel de propositions (Avis d'intention de soumissionner), avant 16h00, heure de Montréal	16 août 2019
Date limite de dépôt des soumissions, avant 16h00, heure de Montréal	23 août 2019
Annonce des résultats aux soumissionnaires	Novembre 2019

4.2 Inscription à l'Appel de propositions

4.2.1 Formulaire d'inscription à l'Appel de propositions

Tout intéressé à soumissionner doit remplir le formulaire d'inscription présenté à l'Annexe 3, et transmettre le formulaire d'inscription et les frais d'inscription indiqués à l'article 4.2.2 au Représentant officiel à l'adresse suivante avec, en objet, la référence suivante, avant la date limite indiquée à l'article 4.1 :

HYDRO-QUÉBEC / AP 2019-01 – Chaînes de blocs

INSCRIPTION

Raymond Chabot Grant Thornton & Cie

Réf.: Hydro-Québec Distribution / Appel de propositions AP 2019-01 - Chaînes de blocs

600, rue De La Gauchetière Ouest, Bureau 2000

Montréal (Québec) Canada H3B 4L8

Avec la mention « Confidentiel »

Ce formulaire constitue pour l'intéressé à soumissionner son avis d'intention de déposer une soumission dans le cadre de l'Appel de propositions. À défaut d'acheminer ce formulaire et d'avoir acquitté les frais d'inscription exigés dans les délais prescrits, l'intéressé à soumissionner n'est pas admissible à déposer une soumission dans le cadre de l'Appel de propositions.

Sur réception du formulaire d'inscription et du paiement des frais inhérents, le Distributeur transmet au soumissionnaire, par l'intermédiaire du Représentant officiel, un accusé de réception avec un code d'utilisateur confidentiel lui permettant d'adresser ses questions au Distributeur, conformément à l'article 4.4.

Ce code devra paraître sur toute correspondance relative à l'Appel de propositions.

4.2.2 Frais d'inscription

Les frais d'inscription à l'Appel de propositions sont de 2 000 \$, toutes taxes incluses, et doivent être acquittés par chèque certifié émis à l'ordre d'Hydro-Québec au moment de la transmission du formulaire d'inscription dûment complété au Représentant officiel.

Ces frais ne sont pas remboursables.

4.3 Soumission unique

Tout soumissionnaire ne peut déposer qu'une seule soumission pour un même *site*. Aucune variante ne sera acceptée.

4.4 Communications avec les soumissionnaires

Toute question ou demande relative à l'Appel de propositions doit obligatoirement être transmise au Représentant officiel électroniquement via le site Web du Distributeur à l'adresse suivante :

<https://www.hydroquebec.com/chaines-de-blocs/>

Le Distributeur s'engage à répondre aux questions qui lui sont adressées par un soumissionnaire inscrit au sens de l'article 4.2, pourvu que ces questions lui aient été soumises au plus tard à la date indiquée à l'article 4.1. Les réponses aux questions sont fournies par écrit et transmises par voie électronique au soumissionnaire ayant posé la question. Dans tous les cas, l'ensemble des questions/réponses sont affichées sur le site Web du Distributeur sans identifier le demandeur.

Aucune interprétation, révision ou autre communication du Distributeur concernant le document d'Appel de propositions n'est valide à moins qu'elle ne soit transmise par écrit par le Représentant officiel.

Le Distributeur n'assume aucune responsabilité à l'égard de toute information que le soumissionnaire obtient verbalement ou d'une autre source.

4.5 Vérification du document d'Appel de propositions

Le soumissionnaire est responsable de prendre connaissance de chacune des clauses du document d'Appel de propositions, d'en comprendre pleinement le sens et l'intention, et de se renseigner sur l'objet et les exigences de tous les documents en faisant partie intégrante.

Pendant la période de soumission, si le soumissionnaire estime avoir besoin d'éclaircissements ou de précisions sur le contenu du document d'Appel de propositions, il doit obligatoirement adresser une demande écrite, conformément à la procédure présentée à l'article 4.4.

De même, le soumissionnaire doit aviser le Représentant officiel de toute divergence, contradiction, omission dans le document d'Appel de propositions et, le cas échéant, obtenir toute interprétation du Distributeur.

4.6 Addenda

Toute modification au document d'Appel de propositions est faite sous la forme d'un addenda émis par le Distributeur et fait partie intégrante du document d'Appel de propositions. Les addendas sont transmis par voie électronique à tous les inscrits au sens de l'article 4.2 et sont affichés sur le site Web du Distributeur.

4.7 Formule de soumission

Le soumissionnaire doit présenter sa soumission en utilisant la Formule de soumission telle que présentée à l'Annexe 4, dont le formulaire électronique est disponible sur le site Web du Distributeur à l'adresse suivante :

<https://www.hydroquebec.com/chaines-de-blocs/>

Le soumissionnaire doit présenter une soumission conforme à toutes les exigences du présent document d'Appel de propositions et est tenu de répondre à toutes les questions et fournir toutes les informations et documents demandés.

Toutes les pièces justificatives doivent être clairement identifiées et présentées conformément aux exigences décrites à la Formule de soumission, dans le même format et suivant le même ordre que cette dernière. Le soumissionnaire qui néglige de fournir de façon précise et complète les renseignements demandés à la Formule de soumission peut voir sa soumission rejetée. Pour les cas où un soumissionnaire juge qu'une question ne s'applique pas à son *projet* il doit inscrire comme réponse la mention « S/O » et fournir une justification.

Si, selon le soumissionnaire, la Formule de soumission ne permet pas de donner une description adéquate du *projet* qu'il entend réaliser, il peut y ajouter des renseignements et des pages supplémentaires au besoin. Cependant, ceci ne le dégage pas de son obligation de fournir tous les renseignements demandés à la Formule de soumission. Toute documentation d'ordre général telle que les bulletins d'informations et les prospectus contenant des données techniques et financières peut être incluse avec la soumission. Cette documentation complémentaire est acceptée à titre d'information seulement.

Chaque pièce présentée en support à une section de la Formule de soumission doit porter le numéro de la section à laquelle elle se rapporte. Par exemple, le document déposé en lien avec la section 3.3.1 de la Formule de soumission doit être nommé PIÈCE 3.3.1.

Le nom du soumissionnaire et le numéro de l'Appel de propositions doivent apparaître sur toutes les pages de sa soumission ainsi que sur tout document que le soumissionnaire transmet au Distributeur avec sa soumission.

La Formule de soumission doit être dûment complétée sous forme électronique à l'aide d'un logiciel de traitement de texte et signée, en y joignant tous les documents demandés, et transmise conformément à l'article 4.10.

Le document d'Appel de propositions est la propriété du Distributeur et il ne peut être utilisé qu'à la seule fin de préparer une soumission.

4.8 Déclaration de possibilité de conflit d'intérêts

S'il y a chez le soumissionnaire une personne occupant une fonction en relation directe avec la préparation de la soumission ou en détenant des intérêts financiers, qui est parente ou alliée (notamment père, mère, fils, fille, frère, sœur, conjoint ou conjointe de droit ou de fait, belle-sœur, beau-frère) d'un employé d'Hydro-Québec participant au processus de sélection relatif à l'Appel de propositions, il doit en aviser le Distributeur. Une telle situation ne prive pas le soumissionnaire de la possibilité de traiter avec le Distributeur.

La déclaration du soumissionnaire doit se faire au moyen d'un avis annexé à la section 1 de la Formule de soumission.

4.9 Signature de la soumission

Si le soumissionnaire est une personne physique, il doit signer personnellement sa soumission.

Si le soumissionnaire est une personne morale, la soumission doit être signée par une personne dûment autorisée à le faire par son conseil d'administration. Une copie certifiée de la résolution du conseil d'administration du soumissionnaire doit être jointe à la soumission.

Si le soumissionnaire est une société ou une coentreprise, la soumission doit être signée par chacun des associés ou par une personne dûment autorisée par la société ou la coentreprise. La procuration en faveur de chacun des signataires doit être jointe à la soumission.

Le soumissionnaire doit désigner une personne aux fins de communication avec le Distributeur (section 1 de la Formule de soumission).

4.10 Dépôt des soumissions

Le soumissionnaire doit déposer sa soumission au bureau du Représentant officiel à l'adresse présentée à l'article 4.2.1, avant la date limite de dépôt des soumissions indiquée à l'article 4.1.

Chaque boîte ou enveloppe de soumission doit porter le nom, l'adresse exacte du soumissionnaire, le numéro d'Appel de propositions et la mention « **SOUMISSION CONFIDENTIELLE** ».

Le soumissionnaire doit transmettre un original signé en version papier ainsi que quatre (4) copies complètes en format électronique (clé USB) avec la version 2010 (ou antérieure) de Microsoft Office (MS Word et Excel). La Formule de soumission et chaque pièce fournie doivent faire l'objet d'un fichier séparé dans le format original. Toutefois, les documents provenant d'une tierce partie ou ceux comportant des signatures peuvent être soumis en format PDF, en autant qu'ils puissent être facilement imprimés.

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission l'original de sa *garantie de soumission* et elle doit être conforme aux dispositions prévues à l'article 2.3.

4.11 Validité de la soumission

Les termes et conditions de la soumission doivent être valides pour une période de 180 jours civils à compter de la date limite de dépôt des soumissions présentée à l'article 4.1.

4.12 Durée de l'Appel de propositions

L'Appel de propositions prend fin à la plus hâtive des dates suivantes :

- à la date de signature de la dernière *entente d'avant-projet* permettant l'atteinte de la quantité visée (300 MW +/- 10%) (art. 1.2) ;
- à l'expiration du délai de 180 jours civils suivant la date limite de dépôt des soumissions (art. 4.1).

4.13 Acceptation ou rejet des soumissions à l'ouverture des soumissions

Le Distributeur se réserve le droit de rejeter toute soumission qu'elle juge frivole ou non conforme, et ce, sans possibilité de recours du soumissionnaire.

Advenant que, pendant le processus d'Appel de propositions, il est constaté qu'un soumissionnaire a fourni des renseignements erronés ou a omis de fournir des renseignements pertinents, le Distributeur se réserve le droit de rejeter toute soumission déposée par un soumissionnaire dans le cadre de l'Appel de propositions.

4.13.1 Défauts entraînant le rejet des soumissions à l'ouverture des soumissions

Les défauts suivants entraînent le rejet automatique des soumissions concernées :

- la soumission est reçue après la date et l'heure limites indiquées à l'article 4.1. Dans ce cas, la soumission est retournée à son expéditeur sans avoir été ouverte ;
- la soumission n'est pas rédigée en français ;
- le soumissionnaire n'est pas dûment inscrit conformément à l'article 4.2 ;
- le soumissionnaire a déposé plus d'une soumission pour un même *site*.

Pour toute soumission rejetée à l'ouverture des soumissions, le Distributeur en avise le soumissionnaire par écrit. La *garantie de soumission* est retournée au soumissionnaire.

4.13.2 Défauts entraînant l'acceptation de la soumission sous toutes réserves

Les défauts suivants entraînent l'acceptation de la soumission sous toutes réserves, comportant un délai de grâce déterminé par le Distributeur pour correction ou vérification.

- le nom du soumissionnaire est manquant;
- la soumission n'est pas signée par une personne autorisée;
- la *garantie de soumission* n'est pas jointe à la soumission, mais il est démontré, à la satisfaction du Distributeur, qu'elle a été émise avant la date d'ouverture des soumissions;
- le montant de la *garantie de soumission* est insuffisant;
- la *garantie de soumission* n'est pas conforme aux modalités prévues à l'article 2.3;

- la soumission n'est pas valide pour une période de 180 jours civils à compter de la date limite de dépôt des soumissions présentée à l'article 4.1.

Le plus tôt possible après l'ouverture des soumissions, le Représentant officiel informe le soumissionnaire du défaut constaté et lui indique le lieu, la date et l'heure limite pour la correction ou le dépôt d'éclaircissements additionnels, le cas échéant.

Le défaut de fournir les informations demandées dans le délai imparti entraîne le rejet de la soumission. Le cas échéant, le Distributeur en avise le soumissionnaire par écrit et lui retourne sa *garantie de soumission*

4.14 Retrait d'une soumission

Dans le cas où un soumissionnaire retirait sa soumission après la date de dépôt des soumissions, le Distributeur encaissera la *garantie de soumission*, sous réserve de ses autres droits et recours.

Dans ce contexte, le Distributeur se réserve également le droit, en plus et sans préjudice à ses autres recours, de rejeter certaines ou les autres soumissions présentées par le soumissionnaire, ses sociétés affiliées ou ses associés, le cas échéant.

4.15 Annulation

Le Distributeur se réserve le droit d'annuler l'Appel de propositions en tout temps et pour tout motif et de rejeter l'une quelconque ou toutes les soumissions reçues. Dans cette éventualité, le soumissionnaire n'a droit à aucun dommage ni au remboursement des frais relatifs à la préparation et à la présentation de sa soumission.

La *garantie de soumission* est retournée au soumissionnaire, le cas échéant.

4.16 Confidentialité

La soumission déposée par un soumissionnaire est confidentielle.

Le soumissionnaire reconnaît toutefois que le Distributeur est tenu de déposer à la *Régie*, lorsqu'elle le requiert, toute information présentée dans une soumission, incluant les informations de nature confidentielle. Dans ce cas et sur demande du Distributeur, les exigences du soumissionnaire relatives à la confidentialité de ces informations seront transmises à la *Régie*.

4.17 Avis aux soumissionnaires

Après avoir complété l'analyse des soumissions, le Distributeur informera par écrit les soumissionnaires retenus par un avis d'acceptation (l' « **avis d'acceptation** »).

4.17.1 Soumissionnaires alimentés par le Distributeur

Les soumissionnaires retenus auront cinq (5) jours ouvrables pour accepter l'estimation des coûts des travaux d'Hydro-Québec pour les fins du raccordement de l'*installation électrique* et, s'il y a lieu, du renforcement des réseaux de distribution et de transport d'électricité requis indiqué à l'*avis d'acceptation*.

Si le soumissionnaire retenu accepte l'estimation desdits coûts, il devra signer l'*entente d'avant-projet* avec Hydro-Québec, décrite à l'article 4.18.1, dans les délais prescrits à l'*avis d'acceptation* et payer les coûts de l'*avant-projet* prévus à cette entente. La *garantie de soumission* décrite à l'article 2.3 est retournée au soumissionnaire retenu à la signature de l'*entente d'avant-projet* et du paiement des coûts desdits travaux.

Si le soumissionnaire retenu refuse l'estimation desdits coûts, sa soumission est rejetée. La *garantie de soumission* décrite à l'article 2.3 lui est retournée.

Si le soumissionnaire retenu accepte l'*avis d'acceptation* et ne signe pas l'*entente d'avant-projet* et ne paie les coûts de l'*avant-projet* prévus à cette entente, les dispositions prévues à l'article 2.3.2 s'appliquent.

Les soumissionnaires non retenus sont également avisés par écrit et le Distributeur leur retourne leur *garantie de soumission*.

4.17.2 Soumissionnaires alimentés par un réseau municipal

Les soumissionnaires retenus auront cinq (5) jours ouvrables pour accepter leur *avis d'acceptation*, lequel inclut leur engagement à conclure une entente avec le *réseau municipal* relativement à la réalisation des travaux de raccordement requis sur le *réseau municipal* et le paiement du coût de ces travaux sans possibilité de remboursement, et son engagement à conclure l'entente prévue à l'article 1.4.

Si le soumissionnaire retenu refuse de signer l'*avis d'acceptation*, sa soumission est rejetée. La *garantie de soumission* décrite à l'article 2.3 lui est retournée.

Si le soumissionnaire retenu accepte l'*avis d'acceptation*, il devra conclure l'entente prévue à l'article 1.4 dans les délais prescrits. À défaut de quoi, les dispositions prévues à l'article 2.3.2 s'appliquent.

Les soumissionnaires non retenus sont également avisés par écrit et le Distributeur leur retourne leur *garantie de soumission*.

4.18 Ententes

Les ententes à intervenir sont rédigées uniquement en français.

4.18.1 Soumissionnaires retenus alimentés par le Distributeur

4.18.1.1 Entente d'avant-projet

Le soumissionnaire retenu doit signer une *entente d'avant-projet* avec Hydro-Québec dans les délais prévus à son *avis d'acceptation*. L'*entente d'avant-projet* vise, notamment, à :

- fixer les engagements du soumissionnaire retenu et d'Hydro-Québec relatifs à l'*avant-projet*,
- préciser les modalités relatives au coût de raccordement de l'*installation électrique*, incluant la *date de mise sous tension initiale*.

Les coûts décrits à l'*entente d'avant-projet* doivent être payés en totalité par le soumissionnaire retenu à la signature de celle-ci. Une *entente d'avant-projet*-type est présentée en Annexe 6.

4.18.1.2 Entente de raccordement

Le soumissionnaire retenu doit signer une *entente de raccordement* avec Hydro-Québec. L'*entente de raccordement* vise, notamment, à :

- fixer le coût des travaux, lesquels doivent être payés en totalité par le soumissionnaire retenu à la signature de l'*entente de raccordement*;
- fixer les engagements du soumissionnaire retenu, notamment ceux présentés à l'article 1.4;
- fixer les modalités applicables en cas de non-respect des engagements du soumissionnaire retenu, notamment celles présentées à l'article 1.5
- fixer les engagements du soumissionnaire retenu relatifs au dépôt de la garantie financière pour un montant équivalent à un an de consommation à 1 ¢/kWh, selon la formule suivante : énergie contractuelle (en kWh-année) × 1 ¢/kWh. Cette garantie financière est remise au Distributeur à la signature de l'*entente de raccordement* et s'ajoute à toute garantie exigible conformément aux *Conditions de service*.

La durée de l'*entente de raccordement* est de cinq (5) ans à partir de la *date de mise sous tension initiale*. Par la suite, l'alimentation du *client* se poursuivra selon les *Conditions de service* alors en vigueur.

Une *entente de raccordement*-type est présentée en Annexe 7.

4.18.2 Soumissionnaires retenus alimentés par un réseau municipal

Le soumissionnaire retenu doit conclure l'entente prévue à l'article 1.4, laquelle fixera également les engagements du soumissionnaire retenu relatifs au dépôt de la garantie financière pour un montant équivalent à un an de consommation à 1 ¢/kWh, selon la formule suivante : énergie contractuelle (en kWh-année) × 1 ¢/kWh. Cette garantie financière est remise au Distributeur à la signature de ladite entente.

4.19 Lois applicables

L'Appel de propositions est régi par les lois applicables dans la province de Québec.

Annexe 1

Définitions

Les documents en annexe de l'Appel de propositions sont accessibles sur le site Web du Distributeur (<https://www.hydroquebec.com/chaines-de-blocs/>), à l'onglet « Processus de sélection », au sous-menu « Documents » et en font partie intégrante

Annexe 2

Résumé du processus de sélection

Les documents en annexe de l'Appel de propositions sont accessibles sur le site Web du Distributeur (<https://www.hydroquebec.com/chaines-de-blocs/>), à l'onglet « Processus de sélection », au sous-menu « Documents » et en font partie intégrante

Annexe 3

Formulaire d'inscription à l'Appel de propositions A/P 2019-01

Les documents en annexe de l'Appel de propositions sont accessibles sur le site Web du Distributeur (<https://www.hydroquebec.com/chaines-de-blocs/>), à l'onglet « Processus de sélection », au sous-menu « Documents » et en font partie intégrante

Annexe 4

Formule de soumission

Les documents en annexe de l'Appel de propositions sont accessibles sur le site Web du Distributeur (<https://www.hydroquebec.com/chaines-de-blocs/>), à l'onglet « Processus de sélection », au sous-menu « Documents » et en font partie intégrante

Annexe 5

Lettre de crédit *Standby* irrévocable et inconditionnelle

Les documents en annexe de l'Appel de propositions sont accessibles sur le site Web du Distributeur (<https://www.hydroquebec.com/chaines-de-blocs/>), à l'onglet « Processus de sélection », au sous-menu « Documents » et en font partie intégrante

Annexe 6

Entente d'avant-projet-type

Les documents en annexe de l'Appel de propositions sont accessibles sur le site Web du Distributeur (<https://www.hydroquebec.com/chaines-de-blocs/>), à l'onglet « Processus de sélection », au sous-menu « Documents » et en font partie intégrante

Annexe 7

Entente de raccordement-type

Les documents en annexe de l'Appel de propositions sont accessibles sur le site Web du Distributeur (<https://www.hydroquebec.com/chaines-de-blocs/>), à l'onglet « Processus de sélection », au sous-menu « Documents » et en font partie intégrante

Annexe 8

Tarifs et conditions de service pour l'usage cryptographique appliqué aux chaînes de blocs

Les documents en annexe de l'Appel de propositions sont accessibles sur le site Web du Distributeur (<https://www.hydroquebec.com/chaines-de-blocs/>), à l'onglet « Processus de sélection », au sous-menu « Documents » et en font partie intégrante

Annexe 9

Tarifs d'électricité

Les documents en annexe de l'Appel de propositions sont accessibles sur le site Web du Distributeur (<https://www.hydroquebec.com/chaines-de-blocs/>), à l'onglet « Processus de sélection », au sous-menu « Documents » et en font partie intégrante

Annexe 10

Conditions de service

Les documents en annexe de l'Appel de propositions sont accessibles sur le site Web du Distributeur (<https://www.hydroquebec.com/chaines-de-blocs/>), à l'onglet « Processus de sélection », au sous-menu « Documents » et en font partie intégrante

Annexe 11

Sommaire des implications par types de raccordement

Les documents en annexe de l'Appel de propositions sont accessibles sur le site Web du Distributeur (<https://www.hydroquebec.com/chaines-de-blocs/>), à l'onglet « Processus de sélection », au sous-menu « Documents » et en font partie intégrante

Annexe 12

Entente type - *réseau municipal*

Les documents en annexe de l'Appel de propositions sont accessibles sur le site Web du Distributeur (<https://www.hydroquebec.com/chaines-de-blocs/>), à l'onglet « Processus de sélection », au sous-menu « Documents » et en font partie intégrante